

Schulz, un président qui redouble

UE Martin Schulz a été réélu président du Parlement européen : historique

- Il n'aura pas réussi son pari de présider la Commission européenne.
- Mais il sera le premier à avoir présidé le Parlement européen pendant 5 ans.

C'est déjà une première historique. Martin Schulz, eurodéputé socialiste allemand et président sortant du Parlement européen (PE), a été réélu mardi à Strasbourg pour un second mandat de deux ans et demi. Il sera donc le premier président de l'Assemblée à en occuper le perchoir pendant cinq ans.

Mais la réélection de Martin Schulz, avec une majorité confortable de 409 voix (sur 612 votes valables), est l'un des éléments du vaste partage de postes et d'influences qui est en train de s'établir sur l'ensemble de la machinerie européenne : pas seulement celle du Parlement, mais aussi à la Commission et au Conseil européen (les 28 chefs de gouvernement), qui doit se choisir un successeur à Herman Van Rompuy.

L'aspect historique le plus important de tout ceci n'est rien d'autre que le glissement de pouvoir qui est en train de s'opérer au sein des institutions au profit du Parlement européen. L'élection de Martin Schulz est intervenue quelques jours après la désignation, par le Conseil européen, de Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission. Cette désignation-là s'est faite, contrairement aux anciens usages, par l'effet de la volonté du Parlement européen : M. Juncker, candidat du Parti populaire européen (PPE, centre-droit), disposait d'une quasi-promesse de majorité parlementaire à sa nomination. C'est d'ailleurs ce processus parlementaire, autant sinon plus que la personnalité du candidat, qui a motivé le premier ministre britannique David Cameron à s'acharner contre la nomination de Jun-

cker.

Martin Schulz avait lui aussi été candidat tête de liste, pour sa famille socialiste, à la présidence de l'exécutif bruxellois. Son ambition personnelle avait même été déterminante dans l'adoption par les autres familles politiques de ce processus de « têtes de listes ». Après l'élection européenne, dont les socialistes sont sortis en deuxième position, Martin Schulz avait espéré pouvoir au moins convaincre la chancelière allemande de se faire nommer comme représentant allemand à la Commission. Il y serait devenu une sorte de « vice-chancelier » auprès de Juncker, et en accord avec ce dernier. Mais Berlin a décidé de maintenir à Bruxelles l'actuel commissaire Gunther Oettinger.

Pour Schulz, la seule possibilité de rester au premier plan consistait donc à se représenter au perchoir. Un « lot de consolation », arrangé « par des accords d'arrière-salle », a ironisé mardi Sajjad Karim, l'eurodéputé conservateur britannique, candidat malheureux de son groupe au perchoir. Il reflétait un sentiment répandu que c'est à Berlin qu'a été arrangée la réélection de Schulz.

Un lot de consolation ? Sans aucun doute. Mais beaucoup au PE reconnaissent que l'Assemblée avait un intérêt à conserver à sa tête Martin Schulz, qui a réussi ces deux dernières années à imposer son institution au centre du jeu européen. Juncker à la Commission et Schulz au Parlement : telle était donc la base du premier deal qui s'est échafaudé entre le PPE et les sociaux-démocrates du S&D, lesquels avaient au lendemain des élections européennes conclu un « accord technique » de majorité. Un accord auquel a été coopté la semaine dernière le groupe libéral ADLE de Guy Verhofstadt (voir ci-contre), et qui a permis au socialiste, qui tenait à se faire élire avec un beau score, d'atteindre mardi ses 409 voix.

Patron d'un Parlement plus fort que

jamais, Schulz veut poursuivre sur cette voie : « *Ce grand progrès démocratique,*

le fait que l'exécutif doive se plier à la volonté d'un législateur élu démocratiquement, est capital dans l'histoire de notre continent, et je suis fier d'y avoir contribué », déclarait-il au moment de solliciter les suffrages de ses pairs. Et une fois réélu, le Président poussait plus loin le bouchon de la parlementarisation de la démocratie européenne : « *Nous devons assumer au niveau européen le rôle que nos collègues nationaux jouent dans les pays : nommer l'exécutif, lui confier un travail législatif et surveiller l'exécution de ce travail. Cela n'existait pas jusqu'à présent.* »

C'est précisément ce qui incommodait tellement le Premier ministre britannique. C'est pourtant ce qui va se passer

dans les prochains jours. Jean-Claude Juncker va entamer des discussions avec les différents groupes du PE, et surtout avec les trois qui constituent la majorité. L'ex-Premier ministre luxembourgeois s'équipera des « options stratégiques » à cinq ans adoptées par le sommet de la semaine dernière, de son propre programme sur lequel il avait fait campagne, et il aura, face à lui, des responsables des différents groupes brandissant leurs propres priorités...

Et à la fin – lors de la prochaine plénière strasbourgeoise le 16 juillet – c'est donc le Parlement qui aura le dernier mot. « *Dans quelle mesure il y aura un véritable changement durable de rapport de forces entre institutions, nous le verrons au fil de la législation* », s'interrogeait très justement Rebecca Harms, la co-présidente du groupe des Verts/A.L.E. Pour tous les partis démocratiques et pro-européens, en ce compris les Verts et la Gauche unie (gauche radicale), c'est l'enjeu qui, au-delà de l'élection de Schulz, les réunira sans doute à plus d'une reprise au cours des 5 ans à venir. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

Les europhobes boudent l'hymne européen

Ils se sont fait remarquer dès l'ouverture de la première session : plusieurs députés, au premier rang desquels Nigel Farage, le chef de l'Ukip britannique, ont ostensiblement tourné le dos - ou sont restés assis, telle Marine Le Pen, à l'arrière-plan - au moment où était joué l'hymne européen dans l'hémicycle. Cette provocation a suscité des réactions indignées. L'eurodéputée libérale française Sylvie Goulard s'est dite ulcérée par ces « individus sans vergogne ».

Un autre Français, l'UMP Philippe Juvin, a qualifié les protestataires de « débiles, 100 ans après le suicide collectif » de la Première Guerre mondiale. © PATRICK HERTZOG/ AFP.

HAUTES FONCTIONS**La bourse aux noms**

Pendant que le pouvoir est en train de s'organiser au Parlement européen la bourse aux noms continue de battre son plein au sujet des hautes fonctions qui restent à pourvoir par le Conseil européen. Si la désignation du président du Conseil européen (le poste actuel de Herman Van Rompuy) est du ressort exclusif des chefs d'Etat et de gouvernement, celle du Haut représentant aux Affaires étrangères (le chef de la diplomatie de l'UE, aujourd'hui assumée par Catherine Ashton) est assurée par le Conseil, mais c'est le Parlement qui l'investit.

Il est tacitement convenu, dans le cadre de l'équilibre général entre les deux principales forces politiques que sont le PPE (centre-droit) et les socialistes, que si le président du Conseil est socialiste, le Haut représentant sera PPE, ou inversement. De façon assez amusante, deux noms socialistes

avaient beaucoup circulé pour la présidence du Conseil : Helle Thorning-Schmidt, la première ministre danoise, et Enrico Letta, ex-premier ministre italien. Mais Renzi ne veut pas de Letta, tandis que Thorning-Schmidt est jugée « pas assez socialiste » par les socialistes ! Un président de Conseil de droite, dès lors ? Mais qui ? Le nom de Fredrik Reinfeldt, premier ministre suédois et PPE, circule, et même celui de Mark Rutte, chef du gouvernement néerlandais. Une rumeur pas très crédible, notamment parce qu'avec Juncker à la Commission, le Benelux est déjà bien servi. Quant au poste de Ashton, le nom de la ministre italienne des Affaires étrangères Federica Mogherini (famille socialiste) se maintient, car il semble qu'il « faille donner » quelque chose à Renzi. Le hic : Mogherini n'a aucune expérience internationale. Comme Ashton, il y a cinq ans...

J.KZ